

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Peterson: Dites-nous donc quelle politique vous préconisez.

M. Patterson: Les députés d'en face ont entendu le chef du NPD et le critique de notre parti en matière économique énoncer notre politique.

M. Peterson: Ils ont dit qu'ils n'avaient pas de solution.

M. Patterson: Monsieur l'Orateur, les libéraux sont un cas désespéré.

Je voulais parler de la politique énergétique désastreuse qu'a présentée le gouvernement. Conscient du désastre, le ministre a fait un mouvement de repli. L'exode des capitaux d'investissement et l'ébranlement de la confiance dans le Canada l'ont fait reculer. Le ministre des Finances voudra peut-être en faire autant, mais il est déjà acculé au mur. Il va plutôt tenter de convaincre les Canadiens que le gouvernement agit en leur faveur.

A propos du fardeau fiscal, monsieur l'Orateur, j'aimerais citer un article du *Citizen* d'Ottawa du 27 mars dernier. Intitulé «Les taxes cachées sont énormes», l'article commence ainsi:

La famille canadienne moyenne dont le revenu net s'est établi à \$22,500 et 1980 a payé \$3,345 en impôts sur le revenu, mais les autres taxes, y compris celles sur le fuel domestique, les véhicules automobiles, les amusements et la propriété foncière ont constitué une proportion renversante de 70 p. 100 et toutes les taxes payées par la famille canadienne moyenne.

Le gouvernement exige toujours plus d'argent pour financer ses programmes désastreux alors que les contribuables ploient déjà sous le fardeau des impôts. Le gouvernement promet que nous aurons de la justice et des programmes qui créeront de l'espoir, de l'optimisme et des emplois afin que les gens puissent réaliser leurs rêves. Nos richesses naturelles, notre main-d'œuvre qualifiée et nos connaissances techniques font du Canada un des pays les plus riches du monde. Nous avons tout ce qu'il faut pour bâtir une économie saine, rentable et très forte.

Les ministériels disent que nous sommes des prophètes de malheur. Et pourquoi pas, monsieur l'Orateur? Nous avons tout ce qu'il faut pour être prospères, mais les rêves ne se matérialisent pas, les propriétaires perdent leur maison, les entreprises font faillite et les agriculteurs sont en difficulté, mais cela n'empêche pas le gouvernement de s'attendre que les contribuables renflouent sa caisse et lui donnent encore plus d'argent pour dépenser follement.

● (2030)

Monsieur l'Orateur, comme d'autres l'ont dit avant moi, je crois qu'il nous faut modifier radicalement notre façon d'aborder les problèmes. Le premier ministre a déclaré que l'économie de marché avait échoué et que le fédéralisme coopératif était mort. Il a prédit que le gouvernement participerait davantage à la conduite des affaires. Le gouvernement dirigé par le premier ministre actuel a de piètres réalisations à son actif, celles d'avoir acculé les entreprises à la faillite, d'avoir pénalisé l'industrie et détruit l'esprit d'entreprise, d'avoir imposé des règlements, d'avoir accru le poids des impôts et d'avoir manifestement exercé un contrôle de plus en plus sévère sur la vie des entreprises et des particuliers.

Je voudrais conclure en répétant ma question: pourquoi les Canadiens autoriseraient-ils le gouvernement à emprunter encore 6 milliards et demi de dollars, alors qu'il en demandera davantage par la suite? Tant que le gouvernement actuel sera au pouvoir, la situation ne cessera de se détériorer jusqu'à ce que le pays ait perdu tout espoir. Le gouvernement ne répond pas aux besoins et désirs des Canadiens; il est incapable de lancer un programme qui contribuera au renouveau économique de notre pays. Merci, monsieur l'Orateur.

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Monsieur l'Orateur, les membres du parti libéral partagent certainement les inquiétudes du député au sujet de la situation économique actuelle. Nous nous rendons compte que nous sommes aux prises avec de nombreuses difficultés et nous lui serions reconnaissants de bien vouloir nous dire exactement ce que nous pourrions faire, d'après lui, pour faire baisser les taux d'intérêt, juguler l'inflation et redresser l'économie.

M. Kempling: Voilà des années que nous vous le disons.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Retirez le budget.

M. Peterson: Je voudrais simplement signaler que le député d'Etoibicoke-Centre (M. Wilson) a déclaré qu'il ne se départirait pas de notre politique en matière de taux d'intérêt.

M. Wilson: Qui a dit cela?

M. Peterson: Je lui serais reconnaissant de bien vouloir nous fournir tout conseil et toute recommandation qui nous permettraient de résoudre efficacement ces problèmes.

M. Wilson: Monsieur l'Orateur, je n'avais pas l'intention de prendre la parole, mais le député m'a prêté des propos sans aucun fondement et je tiens à les désavouer. Je n'ai jamais dit que j'appuyais la politique du gouvernement en matière de taux d'intérêt. C'est complètement faux. La situation peut être renversée. Nous pouvons avoir des taux d'intérêt moins élevés et j'ai expliqué comment dans mon intervention. Si le député n'entend pas bien aujourd'hui, je lui suggère de lire le hansard de demain.

M. Peterson: Si je me suis trompé, je rétracte ce que j'ai dit. J'ai cru comprendre que l'année dernière alors que les taux d'intérêt étaient très élevés aux États-Unis, nous n'avions guère d'autre solution que d'agir en fonction des réalités internationales.

M. Wilson: Je vous expliquerai tout en particulier.

M. Riis: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je pense que c'est en fait l'ancien critique financier, l'hon. député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), qui s'est dit en faveur des taux élevés d'intérêt.

M. Taylor: C'est une rumeur lancée par les libéraux et les néo-démocrates.

M. Peterson: Monsieur l'Orateur, j'ai beaucoup apprécié l'intervention du député de Fraser Valley-Est (M. Patterson) qui s'est dit prêt à répondre à ma question et à nous faire part des solutions qui d'après lui pourraient nous aider à résoudre les problèmes qui nous inquiètent tout autant.